

RÉVISION DU SNMG

Les salaires augmenteront avec effet
rétroactif à partir de janvier 2015

Quelque 3 millions de travailleurs bénéficieront d'augmentations de salaires. C'est ce qu'induit la révision du salaire national minimum garanti (SNMG) qui prend effet à partir de janvier 2015.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le décret exécutif n°15-177 du 6 juillet 2015, paru dans le dernier *Journal officiel*, précise. Selon ce décret qui complète le décret exécutif n°15-59 du 8 février 2015, les nouveaux éléments constitutifs du SNMG entreront en vigueur avec effet rétroactif à partir du début de l'année.

Ainsi, le SNMG, tel que défini dans le décret de février 2015, comprend désormais le salaire de base, les indemnités et primes de toute nature. Toutefois, il ne comprend pas les indemnités et primes se rapportant aux remboursements de frais engagés par le travailleur, à l'expérience professionnelle ou toute indemnité rémunérant l'ancienneté.

Comme le SNMG ne prend pas en compte l'organisation du travail concernant le travail posté, le service permanent et les heures supplémentaires, les conditions d'isolement, le rendement, l'intéressement ou la par-



Les hausses concernent les travailleurs qui perçoivent moins de 18 000 DA.

ticipation aux résultats ayant un caractère individuel ou collectif.

En excluant ces indemnités et primes, la révision du SNMG se limite donc au seul salaire de base, ce qui implique systématiquement des hausses de salaires, notamment pour les travailleurs qui perçoivent moins de 18 000 dinars actuellement. Résultant de l'abrogation de l'article 87 bis de la loi 11-90 du 21 avril 1990 portant relations de travail, décidée par l'exécutif, entérinée lors des réunions tripartites de l'année 2015 et fixée dans la loi de finances pour 2015, la révision du

SNMG est ainsi considérée comme effective.

Ce faisant, elle implique une revalorisation des salaires de travailleurs du secteur public mais aussi privé, estimée à plus de 7 milliards de dollars et qui doit donc être mise en vigueur.

Or, une incidence financière qui pose problème, dans la mesure où elle doit être financée sur la base de concours budgétaire ou d'autres modalités de financement mais qui restent assez incertains en ces temps de vaches maigres.

C. B.

CELUI D'ADRAR VIENT D'ÊTRE DÉMIS DE SES FONCTIONS

Quatre wilayas sans walis titulaires

Avec la fin de mission signifiée tout dernièrement au wali d'Adrar sans nomination d'un successeur titulaire du poste, ce sont, désormais, quatre wilayas du pays qui sont sans gouvernail, gérées par des walis intérimaires.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - L'intérimaire du wali relevé de ses fonctions est assuré par le secrétaire général de la wilaya d'Adrar dont le désormais ex-wali Abderrahmane Fouatih doit son virement pour une décision qui n'aurait pas été appréciée en haut-lieu.

En effet, l'ex-chef de l'exécutif de la wilaya d'Adrar a récemment pris la décision de suspendre l'approvisionnement des wilayas limitrophes d'Illizi et de Tamanrasset en



Le mouvement des walis est constamment reporté.

essence et mazout à partir de la raffinerie de Sbba, situé à une quarantaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya d'Adrar. Motif de cette mesure, venir à bout de la grave crise en ces carburants au niveau de la wilaya qui perdure depuis des mois.

Mais il n'y aurait pas que ce motif puisque d'autres griefs auraient été retenus contre le wali comme son échec dans la gestion de grands dossiers au niveau de la wilaya comme ceux de

l'emploi, de l'habitat et du développement local. Ce qui aurait suscité l'ire des populations locales qui auraient à maintes reprises recouru, à chaque fois et aux quatre coins de la wilaya, à la rue pour se faire entendre. Un constat d'échec que ne partagent pas, cependant, des élus locaux et des sages de la wilaya qui ont tenu un sit-in pour dénoncer cette décision d'éviction du wali, à leurs yeux, «arbitraire», considérant que le wali dégomme a,

au contraire, impulsé une «dynamique» au développement local de la wilaya.

Cela dit, avec cette éviction de son wali, Adrar s'ajoute aux trois autres wilayas sans chefs d'exécutif titulaires, que sont Aïn-Témouchent, Relizane et Annaba. Les deux premières wilayas sont dirigées par des intérimaires depuis le 5 mai 2014, date de la nomination de leurs ex-walis respectifs Yamina Nouria Zerhouni à la tête du ministère du Tourisme et Abdelkader Kadi comme ministre des Travaux publics. Quant à la wilaya d'Annaba, elle est sans wali titulaire depuis le décès, le 23 décembre dernier de l'ex-wali.

Et l'on s'interroge sur le prochain mouvement des walis, annoncé à chaque fois avant d'être reporté, qui mettrait fin à l'intérimaire à la tête de ces wilayas qui freineraient leur développement au vu des larges prérogatives qui sont celles des walis.

Un mouvement qui verrait l'entrée en fonction officielle des walis devant diriger les nouvelles dix wilayas déléguées récemment créées au sud du pays de même que leur encadrement devant assurer leur gestion.

M. K.

BÉJI CAÏD ESSEBSI :

«Les relations
tuniso-algériennes
sont excellentes
et pas de base
américaine
en Tunisie»

«Les relations tuniso-algériennes sont excellentes et les Etats-Unis d'Amérique n'ont jamais demandé à la Tunisie de leur faciliter l'installation d'une base militaire sur son territoire.» C'est là une déclaration du Président Béji Caïd Essebsi faite, mercredi soir, lors d'une interview télévisée sur une chaîne privée tunisienne.

De Tunis, Kamel M'Rabet

S'expliquant à ce sujet, le Président tunisien a dit que ceux qui propagent une telle information ignorent la «profondeur des relations tuniso-américaines» et que «si une telle demande avait été formulée par les USA, la Tunisie n'aurait pas hésité à rompre ses relations avec ce pays. Cette mise au point semble destinée à apaiser les inquiétudes algériennes quant à une éventuelle installation d'une base américaine en Tunisie, inquiétudes qui auraient été transmises, il y a trois jours, au Président tunisien par le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra. Béji Caïd Essebsi a, également, précisé qu'en raison des moyens techniques et technologiques dont ils disposent, les Américains n'ont pas besoin d'une base fixe dans la région.

Par ailleurs, il a indiqué que la Tunisie vient de renforcer ses équipements militaires à travers l'acquisition de 12 hélicoptères de fabrication américaine. Cela s'inscrit dans le cadre du renforcement de la lutte contre le terrorisme, sur les frontières notamment.

Sans les citer, il s'agit des frontières avec la Libye qui constituent une source de préoccupations majeures pour la Tunisie. Dans ce contexte, il est revenu sur ses déclarations antérieures qui prévoyaient un «effondrement» de l'Etat en cas d'un nouvel attentat comme celui de Sousse qui avait fait 38 morts parmi les touristes, britanniques en particulier. «J'ai voulu, tout simplement, dire que la situation est si grave qu'elle requiert une vigilance accrue et l'implication de toute la population dans le rétablissement de la sécurité», a-t-il affirmé.

A une question relative aux missions effectuées par certaines personnalités à l'étranger, il a martelé qu'il est l'unique représentant de la Tunisie à l'étranger. Quant à la manière dont est géré le ministère des Affaires étrangères, il a précisé que le ministre fait partie d'un gouvernement qui demeure le seul habilité à juger de ses performances.

Aux plans économique et social, il a plaidé pour une réconciliation telle qu'elle est contenue dans son projet de loi. La Tunisie ne peut pas attendre cinq ans — période que requiert la justice transitionnelle — pour se remettre sur les rails. Ainsi, ce projet de loi destiné à réhabiliter les hommes d'affaires dont les activités sont suspendues depuis 2011 et qui n'avaient pas porté préjudice notable au pays, compte les réintégrer dans le circuit économique au moment où le pays souffre d'un déficit d'investissement et d'un accroissement du taux du chômage.

Selon lui, le projet ne couvre que les hommes d'affaires qui n'ont jamais suspendu leur résidence en Tunisie. Ceux qui ont fui le pays et le clan de l'ancien président Ben Ali ne seront pas couverts.

L'objectif est, donc, de relancer une économie nationale en veilleuse, a-t-il précisé. Malgré ces «bonnes» intentions, nombreux sont les détracteurs d'une telle réconciliation parmi l'opposition, de la gauche en particulier.

K. M.

TISSEMSILT

Bombe artisanale contre un taxi clandestin

Un chauffeur clandestin qui conduisait un groupe de militaires à leur caserne a échappé miraculeusement à une mort certaine hier suite à l'explosion d'une bombe artisanale à Malla, une bourgade située à quelques encablures de la commune de Teniet-El-Had, dans la wilaya de Tissemsilt.

Le chauffeur a été surpris par la déflagration de l'engin explosif alors qu'il retournait chez lui.

Légèrement blessé, il a été évacué aux UMC de l'hôpital de la ville alors que son véhicule a été littéralement soufflé par la détonation.

M. B.